

MINUSCA : Les efforts de lutte contre la désinformation et les discours de haine face au test des élections par Solène Jomier et Augustin Bollue – janvier 2025

Le 14 novembre dernier, le Conseil de Sécurité des Nations unies (CSNU) a adopté à l'unanimité la résolution 2759 ([S/RES/2759](#)) qui reconduit le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Le texte met en particulier en garde les parties au conflit contre les campagnes de désinformation, notamment sur les médias sociaux, où les discours de haine prospèrent ces dernières années. Un phénomène qui est de plus en plus ancré en RCA ; et de plus en plus inquiétant à l'orée d'échéances électorales majeures pour le pays. En effet, Bangui prévoit à la fois la tenue d'élections locales, présidentielles et législatives en 2025 et 2026.

La lutte contre la désinformation et la mésinformation est un défi en pleine expansion à l'heure du numérique et des réseaux sociaux. Pour les missions de paix des Nations unies, elle importe d'autant plus que ces actes malveillants nourrissent la défiance des populations, tant envers les autorités nationales qu'envers les missions et leur personnel. Les fausses rumeurs nourrissent aussi les tensions intercommunautaires dans des sociétés d'ores et déjà polarisées, mettant à mal les efforts engagés pour construire la paix. Et ce avec des « conséquences désastreuses dans les familles et sur la cohésion sociale et le vivre ensemble », comme le souligne [Abdoulaye Mahamat](#), chef du quartier Mamapika du 3ème arrondissement de Bangassou. À l'orée d'une élection, la circulation d'informations fallacieuses et des contenus haineux est facteur de nombreux risques spécifiques : abstention, boycott du vote, attaques contre les bureaux de postes, agression de citoyens et des forces de l'ordre etc. Elles peuvent participer d'une escalade délétère des violences capable de déstabiliser plus largement le pays. Il est donc essentiel pour la RCA de se doter d'un environnement informationnel sain afin de garantir le dialogue politique nécessaire à un processus électoral serein. Le scrutin présidentiel qui se profile à la fin de cette année 2025 sera un test majeur, et devra aussi tourner la page du soulèvement de 2020, qui avait vu les groupes armés de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) tenter de marcher sur la capitale Bangui.

À la sortie d'une nouvelle [réunion](#) avec le Premier ministre centrafricain et chef du gouvernement, Félix Moloua, Valentine Rugwabiza, Cheffe de la MINUSCA, a récemment mis en garde contre l'ampleur du phénomène en RCA et a appelé à la collaboration de tous les acteurs actifs dans le secteur de la transmission de l'information. Elle a souligné la nécessité pour ces derniers de s'abstenir de contribuer à la désinformation tout en participant activement à la lutte contre sa propagation.

Pour garantir cet environnement informationnel, lutter pour réduire et contrecarrer les *fake news* ne suffit pas. Comme l'a rappelé Naomi Miyashita, Chargée du programme de lutte contre la désinformation au sein du département des opérations de paix de l'ONU, lors du [Séminaire](#) de novembre 2024 de l'Observatoire, la désinformation prospère avant tout dans le vide d'information. Il est nécessaire d'occuper cet espace informationnel avec des contenus de qualité, fiables, et accessibles au plus grand nombre – notamment dans les multiples langues présentes sur le territoire national. C'est à ce travail que la MINUSCA s'attelle à travers son mandat renouvelé.

Un outil précieux des missions de maintien de la paix dans cette lutte est leurs radios. Elles diffusent l'information selon une dynamique « top-down » (des autorités/missions vers la population), mais aussi « bottom-up », au travers de programmes donnant la parole aux citoyennes et aux citoyens ; un moyen de faire remonter leurs ressentis, avis, satisfactions ou mécontentements auprès des autorités

nationales et de la mission onusienne. L'occasion de rappeler l'utilité d'un tel outil, à l'orée de la journée mondiale de la radio (13 février).

Depuis 2014, la MINUSCA héberge la Radio Guira FM, qui couvre la région de Bangui et 13 autres localités à travers le pays, ce qui en fait la radio avec la plus grande couverture nationale. Elle diffuse quotidiennement en français et en sango, l'autre langue nationale officielle de la RCA. Au-delà de Guira FM, la mission onusienne apporte désormais son soutien à la création et à la réhabilitation de radios locales communautaires. C'est le cas de « la Voix de Mambéré », mise en place conjointement par les autorités locales et la mission à Carnot, depuis le 10 décembre 2024. Cette radio communautaire est la première d'un projet plus vaste : 5 radios locales bénéficient d'un renforcement de leurs capacités (achat d'espaces de diffusion, installation de matériel de radio diffusion, fourniture de véhicules, formation des équipes locales à l'éthique journalistique). L'initiative, mise en œuvre par le Réseau des médias communautaires de Centrafrique (RMCC), pourrait être étendue à une vingtaine d'autres radios communautaires.

Ce travail de la mission onusienne répond à la fois à un besoin à court terme : soutenir l'expansion d'un environnement informationnel plus sain, capable d'absorber la pression des élections des deux prochaines années ; et un besoin à long terme, bien au-delà de sa propre présence : favoriser le développement de médias indépendants produisant une information exacte, équilibrée, complète et impartiale.

Les initiatives portées par la MINUSCA montrent que l'ONU se saisit de plus en plus des enjeux informationnels, et a pris conscience de la fenêtre d'opportunités (mais aussi de risques) que représente la nouvelle phase électorale à venir en RCA. Si le danger est bien présent, son ampleur dépendra aussi de la bonne volonté de l'ensemble des parties prenantes dans le pays, bien au-delà du champ d'action de la mission. Reste que beaucoup d'entre elles trouvent encore largement leur intérêt dans la création et la diffusion de messages haineux et de fausses rumeurs.

[Solène Jomier](#) est coordinatrice de l'Observatoire Boutros-Ghali et chercheuse au sein du GRIP.

[Augustin Bollue](#) est assistant de recherche au GRIP.